

Déclaration de Sup'Recherche-UNSA au CNESER du 12 septembre 2023

Madame la ministre

En ce jour d'installation du nouveau CNESER, nous abordons l'année universitaire avec une certaine inquiétude quant aux perspectives de l'enseignement supérieur.

Si des annonces quant aux bourses étudiantes et au régime indemnitaire des enseignants du supérieur ont été faites en cette rentrée, elles sont loin de répondre aux attentes. Nous restons persuadés de la nécessité de la mise en place d'un véritable revenu étudiant d'une part et de la légitimité d'une revendication de la convergence vers un régime indemnitaire analogue à celui des enseignants chercheurs pour nos collègues ESAS d'autre part.

Nous sommes aussi déçus de constater que le dialogue social ne porte pas toujours tous ses fruits, notamment en ce qui concerne la refonte du régime disciplinaire des enseignants chercheurs, pour lequel très peu des contributions portées par nos organisations ont été reprises dans le décret paru il y a quelques jours.

Mais nos inquiétudes les plus fortes portent sur les conditions même d'existence du service public d'enseignement supérieur. Outre qu'il est en butte à la progression constante des formations parfois contestables du secteur privé, il est certain que les dotations budgétaires nécessaires lui seront refusées cette année, ce qui placera les établissements dans l'obligation de recourir à leur fonds de roulement. La solution n'est pas pérenne : elle ne fonctionnera qu'une fois. La solution n'est pas équitable : il existe de grandes disparités entre les établissements et elle en fragilisera inévitablement beaucoup. Si certains établissements ont des fonds de roulement qui peuvent être jugés excessifs par Bercy plus d'une trentaine ont moins d'un mois fonds de roulement en jours de charges décaissables.

Enfin, nous entendons désormais « qu'il faut réfléchir au modèle économique des universités » et revoir les formations pour qu'elles soient « diplômantes et qualifiantes ». Si nous partageons tous le but d'offrir à notre jeunesse le meilleur avenir professionnel, l'utilisation d'indicateurs de performance dans ce domaine interroge et semble assez loin du principe d'autonomie qui est pourtant censé guider les rapports entre l'Etat et les établissements et risque de sonner le glas de certaines disciplines pourtant essentielles à la construction d'un espace politique démocratique et néglige nos missions générales de transmission des savoirs.

Les propos tenus récemment par le Président de la République nous inquiètent. Souligner que certaines formations « ne diplôment quasiment pas », expliquer qu'on « laisse ouvertes des formations parce qu'on a des profs sur ces formations » flatte certainement un certain électorat qui y entend que l'université française ne remplit pas sa mission. Ces propos blessent profondément les collègues qui œuvrent dans des conditions souvent médiocres pour un service d'État de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Les personnels ont besoin de se sentir considérés et reconnus.

Madame la ministre, nos syndicats abordent cette mandature dans l'esprit de dialogue constructif qui les caractérise, mais ne peuvent s'empêcher d'exprimer des craintes en cette rentrée. Ils se préparent à la vigilance pour que les engagements pris lors de la LPR soient tenus, et plus largement, pour le meilleur accomplissement de nos missions et de nos métiers.